



# MISSIÓ PERMANENT DEL PRINCIPAT D'ANDORRA A LES NACIONS UNIDES

---

65<sup>ème</sup> SÉSSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES  
65ª SESIÓN DE LA ASAMBLEA GENERAL DE LAS NACIONES UNIDAS

DISCOURS DE S.E. M. JAUME BARTUMEU CASSANY  
CHEF DU GOUVERNEMENT  
DE LA PRINCIPAUTÉ D'ANDORRE

DISCURSO DEL EXCMO. SR. JAUME BARTUMEU CASSANY  
JEFE DE GOBIERNO  
DEL PRINCIPADO DE ANDORRA

New York, lundi 27 septembre 2010  
Nueva York, lunes 27 de septiembre de 2010

*Original en Catalan  
Texte en Français et Espagnol*

*Vérifier à l'audition*

Monsieur le Président,  
Monsieur le Secrétaire général  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

C'est de façon indiscutable une grande opportunité pour la principauté d'Andorre et pour le Gouvernement que je représente, de pouvoir m'adresser aujourd'hui à cet auditoire.

L'auditoire des Nations Unies, est le forum qui, fidèle à ses origines, représente actuellement le plus grand espoir pour de nombreuses personnes, pays et Gouvernements.

L'Andorre est consciente de ce que comporte le fait d'être un petit État membre des Nations Unies : cela signifie une volonté de coopération, de travail et d'honnêteté au moment d'exposer des problèmes.

Car le monde est l'addition de nos possibilités, de nos exposés et des aspirations de chacun et de chacune d'entre nous.

Et le monde, au XXI<sup>e</sup> siècle, n'est ni meilleur ni pire. Il a les mêmes défauts, les mêmes diversités et les mêmes qualités que d'autres siècles, mais avec des règles du jeu plus dynamiques : les citoyens, grâce aux nouvelles technologies et aux réseaux sociaux, possèdent actuellement un poids supérieur à celui d'autres époques pour alerter, motiver et maintenir actifs les dirigeants politiques et les leaders économiques.

Malgré tout, nous vivons dans un monde où la diversité est présente et où la faim continue d'être l'un des pires maux.

Plus de 1000 millions de personnes souffrent de malnutrition et de pauvreté. Les conséquences de la crise alimentaire, environnementale et économique ont aggravé la situation des populations les plus fragiles.

Durant le Sommet Mondial sur la Sécurité Alimentaire, tenu à Rome en novembre dernier, nous avons décidé d'adopter des mesures en vue de réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes souffrant de la malnutrition et de la faim, en unissant tous les efforts possibles pour tenter d'atteindre le premier Objectif du Millénaire pour le développement.

Lors de la réunion du G20, à Toronto, le Secrétaire général a défendu la position des populations les plus vulnérables et a demandé aux vingt principales puissances mondiales de développer de nouvelles politiques pour lutter contre la pauvreté.

Aujourd'hui, nous devons nous engager davantage dans la lutte contre le changement climatique.

Les peuples d'Haïti et du Pakistan ont du faire face à des désastres naturels. Ceci prouve que les effets du changement climatique peuvent être dévastateurs.

Le changement climatique est un phénomène qui met en danger les populations les plus pauvres, modifie l'accès à l'eau, aggrave la malnutrition et incite à la violence. Les conséquences économiques pour les États en voie de développement sont terribles.

Les menaces sont réelles, mais les solutions aussi.

Nous avons la possibilité d'y faire face puisque lors de la Conférence de Copenhague les États parties à la Convention ont initié la négociation d'un accord. Nous espérons que lors de la Conférence sur le Changement Climatique, qui se tiendra à Cancun au mois de décembre prochain, un texte efficace et ambitieux sera adopté afin de permettre de réduire les émissions de gaz.

L'Andorre mène à terme des actions en vue de lutter contre le changement climatique, en particulier, en matière du traitement de l'eau et de la réduction des substances réduisant la couche d'ozone. Le Gouvernement d'Andorre a prévu, en outre, d'approuver au cours des prochains mois la ratification de la *Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique*.

Il est vrai que la crise actuelle nous oblige à repenser les structures du système financier mondial afin qu'il soit plus équitable, plus éthique et à la fois plus solide.

Pour que les aspirations des dirigeants du monde puissent –lentement mais chaque jour davantage–, se rapprocher et s'adapter aux besoins des personnes, des territoires et des démocraties les plus fragiles.

L'Andorre a pu sortir de la liste grise de l'OCDE grâce à la signature de 17 accords bilatéraux d'échange de renseignements en matière fiscale, entre septembre 2009 et février 2010. Notre ferme engagement avec les recommandations de l'OCDE et de l'ensemble de la communauté internationale, exprimées lors des réunions du G20, ont servi à établir les fondements de notre tissu entrepreneurial et à renforcer la confiance dans le secteur financier andorran.

Nous voulons continuer à progresser sur la voie de la transparence et de la coopération internationale dans la lutte contre la fraude fiscale.

Pour cela, nous croyons qu'il est nécessaire de mettre en place un mécanisme européen permanent de stabilité financière ainsi qu'une régulation très stricte de ce qu'il est convenu d'appeler produits dérivés. Il serait également favorable la création d'une agence européenne de qualification de la solvabilité des activités financières et des Administrations.

Et nous souhaitons continuer à travailler, en témoignant tout notre respect, au sein de l'Organisation des Nations Unies, réformée et consolidée, qui aide la communauté internationale à progresser dans cette étape de son histoire, faisant en sorte d'éviter que ne se renforcent les inégalités, sources de violence et de haine.

C'est pourquoi il serait bon d'encourager la mise en place d'une définition internationale de minima sociaux. Ces derniers pourraient être destinés à l'ensemble des habitants de la planète.

L'Andorre croit fermement que les Nations Unies permettent de garantir l'équilibre nécessaire, la garantie du respect à tous les États –indépendamment de leur force économique, politique ou militaire–, et l'application du droit international.

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

La Charte des Nations Unies invite les États membres à appliquer la tolérance, à unir leurs forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales. En définitive, à faire coïncider les aspirations et les nécessités des uns et des autres.

Au cours de ces 65 dernières années, les actions des Nations Unies en faveur du désarmement, du développement et de la promotion de l'État de droit et des pratiques démocratiques ont été, et continuent d'être, nombreuses.

Les Nations Unies et ses États membres ont reçu le soutien des ONG et d'un mouvement associatif fort, qui ont lutté pour éviter que ne se reproduisent les tragédies vécues durant le XX<sup>e</sup> siècle.

L'une des caractéristiques de mon pays est qu'il ne dispose pas d'armée. Durant plus de 700 ans, l'Andorre a vécu en paix et sans aucun conflit armé. À présent, souhaitant prouver notre engagement international en faveur du désarmement, l'Andorre a prévu de ratifier prochainement la *Convention sur les armes à sous-munitions*.

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de rappeler les fondements de notre Organisation. Ce sont l'égalité, la défense des Droits de l'homme et l'interdiction de toute forme de discrimination.

Le Conseil des Droits de l'homme est le principal forum au sein duquel est débattue la question de la défense des Droits de l'homme. Grâce à l'Examen Périodique Universel, tous les États membres sont soumis à un exercice de dialogue unique qui nous encourage à respecter les Droits de l'homme et les Droits fondamentaux. Mais bien que ce processus s'avère efficace, les défis que nous devons surmonter sont encore nombreux. En novembre prochain, pour la première fois, l'Andorre sera soumise à cette révision.

À l'occasion du 20<sup>ème</sup> anniversaire de la *Convention relative aux droits de l'enfant*, la société civile andorrane et, en particulier, le Comité National d'Andorre pour l'UNICEF, a réalisé de nombreuses actions avec les institutions andorranes, pour faire connaître ce texte et sensibiliser la population sur l'importance de la défense des Droits de l'enfant.

La lutte contre la violence envers les femmes est l'une des priorités de mon Gouvernement. Le 14 avril dernier, nous avons créé le Secrétariat d'État à l'Égalité et au Bien-être, dont l'objectif consiste à coordonner toutes les actions visant à favoriser la situation de la femme et à promouvoir de nouvelles politiques en matière de genre.

Cette année, nous célébrons le 15<sup>ème</sup> anniversaire de l'adoption de la Déclaration et Programme d'Action de la 4<sup>ème</sup> Conférence Mondiale sur les Femmes, organisé à Beijing.

Durant la session de la Commission de la Condition Juridique et Sociale de la Femme, qui s'est déroulé au mois de mars, nous avons reconnu qu'en matière de développement, le rôle de la femme est essentiel pour garantir une évolution sociale et économique durable et généralisée. Des progrès ont été faits en faveur de la condition de la femme mais, malheureusement, ils restent insuffisants. Il faut continuer à promouvoir les droits de la femme et à lutter contre la violence domestique.

Selon un rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'activité illégale la plus lucrative en Europe est le trafic d'êtres humains. En Europe, 84% des victimes de ce trafic le sont en vue de leur exploitation sexuelle. Il est important de considérer cette question du point de vue de la protection des victimes, comme cela sera sans aucun doute fait avec la mise en œuvre du Plan d'Action Mondial des Nations Unies pour combattre la traite des êtres humains, approuvé le 30 juillet dernier.

Au cours des prochains mois, l'Andorre ratifiera la *Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains*, preuve digne de foi de l'engagement international de notre État dans cette lutte, et de notre volonté d'adopter les instruments internationaux qui ont pour objectif la protection des Droits de l'homme et la sauvegarde des valeurs essentielles de nos sociétés démocratiques.

Le Gouvernement andorran salue la récente décision des Nations Unies de créer une entité pour l'égalité de genre et la consolidation du rôle des femmes : ONU Femmes. Je souhaite beaucoup de succès à cette nouvelle structure qui compte avec tout le soutien de mon pays.

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

Nous vivons actuellement une crise économique profonde, globale, qui menace le modèle social européen. Une crise qui est également culturelle et qui touche des valeurs, en particulier, la solidarité.

Durant cette année 2010, nous fêtons l'Année internationale du rapprochement des cultures. C'est l'occasion de rappeler l'importance de la diversité culturelle. La connaissance d'autrui, la tolérance, le respect des droits et de la dignité de l'homme sont des ingrédients particulièrement nécessaires pour bâtir une société harmonieuse et pacifique.

C'est peut-être à cause des dimensions réduites de l'Andorre ou de son milieu géographique – abrupte et extrêmement beau – dans les Pyrénées, qu'il nous est permis d'approfondir dans les relations humaines, d'une manière à la fois naturelle et intense, en montrant sincèrement notre fidélité, notre engagement ou notre désaccord avec chaque personne. Sans créer une cloison, sans adopter un double langage.

C'est pourquoi, l'Andorre apporte régulièrement une réponse quand il le faut, face aux grandes catastrophes naturelles, aux crises humanitaires ou aux urgences internationales. Et elle le fait en toute sincérité.

L'Andorre, en accord avec ses budgets nationaux, est toujours présente et participe en apportant des contributions volontaires au niveau international ou des contributions extraordinaires quand les faits l'exigent.

Par conséquent, l'Andorre est solidaire. Nous promouvons et accroissons la coopération internationale en faveur du développement, grâce en particulier à l'action dynamique et constante des organisations non gouvernementales présentes dans la Principauté.

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

Les défis auxquels nous devons faire face sont nombreux. Nous avons l'immense chance de pouvoir travailler ensemble pour tenter de les résoudre.

C'est –il est vrai– une grande responsabilité, mais c'est aussi une grande opportunité. L'opportunité d'exposer des solutions qui répondent aux nécessités de ceux qui en ont le plus besoin.

En conclusion, Monsieur le Président, je vous présente tous mes meilleurs vœux de chance et de réussites pour la Présidence que vous assumerez durant cette année. Je suis convaincu que votre contribution permettra d'agir positivement pour améliorer les relations individuelles et collectives de notre Organisation.

Je vous remercie.